



**Rapport d'activité et plan de travail
Juillet - septembre 2003**

www.mdrp.org



Rapport d'activité et plan de travail

Juillet - septembre 2003

1. Le présent rapport fait le point des activités poursuivies dans le cadre du Programme multi-pays de démobilisation et de réintégration (MDRP) depuis la parution du précédent rapport trimestriel (18 juillet 2003). Il s'articule autour des quatre composantes principales du MDRP : i) programmes nationaux de démobilisation et de réintégration ; ii) projets spéciaux ; iii) activités régionales ; et iv) gestion globale du programme. Le présent rapport comprend également un plan de travail révisé pour la période octobre - décembre 2003.

I. Programmes nationaux

Angola

2. L'exécution du Programme angolais de démobilisation et de réintégration (ADRP) s'est poursuivie durant le trimestre à l'étude. Les activités financées par le gouvernement visant à la démobilisation, la réinsertion et à fournir une aide au retour dans leurs foyers de quelque 90 000 anciens combattants et de leurs familles ont été achevées au cours du trimestre écoulé. Le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA) confirme que la plupart de ces anciens combattants et leurs familles ont regagné leurs communautés ou les nouvelles régions dans lesquelles ils ont choisi de s'installer et que le processus de réinsertion a démarré. À ce jour, les ministères de l'Administration publique et de l'Agriculture ont fourni une formation à court terme sur la réinsertion et une assistance en matière d'agriculture de subsistance à ces anciens combattants. L'organisme d'État responsable du programme, l'IRSEM, utilise le mécanisme de financement de la préparation des projets de la Banque mondiale pour mettre en place des activités de sensibilisation au programme dans les provinces et les municipalités. L'IRSEM utilise également ces ressources pour améliorer ses capacités de suivi et d'évaluation ainsi que pour renforcer ses capacités institutionnelles de façon à pouvoir satisfaire à toutes les conditions d'entrée en vigueur de l'appui fourni par la Banque mondiale et le Fonds fiduciaire du MDRP au programme angolais. La dernière question à régler était la mise au point des questions contractuelles pour l'unité de gestion financière et de passation des marchés, l'ouverture des plis ayant eu lieu le 30 septembre. En l'état actuel des choses, la Banque mondiale peut raisonnablement escompter que le projet entre en vigueur d'ici au 1^{er} décembre.

Rwanda

3. Les progrès accomplis dans le cadre du programme national sont, dans l'ensemble, satisfaisants. La Commission rwandaise de démobilisation et de réintégration (RDRC) indique que 10 713 soldats de l'armée nationale, la Rwanda Defense Force (RDF), et 9 841 anciens membres des forces armées rwandaises (FAR) ainsi que 3 641 membres de groupes armés rwandais, dont 454 enfants, ont été démobilisés jusqu'à présent dans le cadre de la Phase II du programme. Les activités de démobilisation ont cependant ralenti en raison de la relative lenteur

du rapatriement des membres des forces armées rwandaises de la République démocratique du Congo (RDC). La mission d'observation des Nations Unies en République démocratique du Congo (MONUC) indique avoir rapatrié à ce jour quelque 3 600 membres des forces armées rwandaises à l'étranger. D'après les estimations de la RDRC, ce chiffre comprend quelque 430 (12 %) anciens combattants à proprement parler, les autres rapatriés étant essentiellement des personnes à charge ou des personnes qui suivent les camps. Les activités d'aide à la réinsertion des anciens combattants démobilisés dans les communautés se poursuivent. La RDRC a entrepris un examen du système de suivi et d'évaluation du programme ainsi que des stratégies d'aide à la réinsertion avec l'aide de la Banque mondiale. Il est également prévu de renforcer les systèmes de suivi et d'évaluation et d'évaluer l'impact de l'aide fournie à la réinsertion et à la réintégration.

Autres programmes

4. En étroite collaboration avec les partenaires, le Secrétariat du MDRP a continué à prendre des mesures en faveur d'autres programmes nationaux éventuels.

- Burundi. Une mission de préparation de projet de la Banque mondiale (à laquelle participaient le Secrétariat et des partenaires du MDRP) s'est rendue au Burundi du 21 juillet au 29 août 2003 pour apporter un appui au programme national. Le gouvernement a créé la Commission nationale pour la démobilisation, la réinsertion et la réintégration (NCDRR) le 28 août 2003 afin d'accélérer la préparation du programme. À l'appui du processus de préparation, la Banque mondiale a également fourni au gouvernement une avance PPF de 596 000 dollars en juillet pour aider à achever la préparation du programme et à mettre en œuvre les activités pilotes de démobilisation et de réinsertion. L'équipe MDRP/Banque mondiale chargée du projet a régulièrement fait part de ses commentaires au gouvernement sur le document préliminaire du programme national et l'a encouragé à examiner les grandes lignes du document avec les partenaires du MDRP au Burundi. À la demande du gouvernement, et dans le cadre des négociations de paix présidées par la facilitation régionale, l'équipe du projet a présenté le document préliminaire au CNDD-FDD (Nkurunziza) à Dar es Salaam, en Tanzanie, le 16 septembre 2003. Il est à prévoir que le gouvernement élargira la diffusion du document préliminaire du programme après avoir reçu les commentaires du CNDD-FDD.

À la fin du trimestre, 172 personnes affirmant être des combattants du CNDD-FDD (Ndaykengurukiye) ou du FNL-PALIPEHUTU (Mugabarabona) se trouvaient sur le site de regroupement établi par la mission africaine au Burundi (AMIB) en juin 2003 à Bubanza. Le processus a été jusqu'à présent retardé par plusieurs facteurs : i) manque de clarté sur la relation entre la Commission conjointe du cessez-le-feu et l'AMIB, ii) divergences de vues sur la définition du statut de combattant et sur les mécanismes de vérification, iii) absence de politiques et de procédures de désarmement, d'intégration militaire et de démobilisation, iv) atteintes répétées à la sécurité du cantonnement, et v) insuffisance des moyens dont dispose l'AMIB pour fournir des vivres et autres articles aux personnes regroupées sur le site. Le Secrétariat du MDRP travaille actuellement avec l'AMIB pour trouver des moyens d'aplanir les difficultés liées au cantonnement.

Afin de mieux préparer le désarmement général, la démobilisation et l'intégration dans l'armée des membres des groupes armés en cas de progrès décisif du processus de paix, l'équipe MDRP/Banque mondiale chargée du projet a formé un Groupe de travail technique

composé de l'AMIB, du Bureau des Nations Unies au Burundi (UNOB), du PNUD et de l'équipe technique chargée du désarmement, de la démobilisation et de la réinsertion au sein du gouvernement afin de mettre sur pied un Plan d'opérations conjointes. La première ébauche de ce plan a été communiquée au CNDD-FDD (Nkurunziza) pour commentaires lors de la réunion de Dar es Salaam et la version finale sera soumise à la Commission conjointe du cessez-le-feu pour approbation. À la fin du trimestre, le MDRP a également renforcé sa présence sur le terrain au Burundi avec le recrutement d'un consultant à court terme, et envisage actuellement des dispositions à plus long terme.

- **RCA.** Depuis le coup d'État du 15 mars et la mission conjointe Union européenne/MDRP/PNUD effectuée en juin pour évaluer la situation et les perspectives d'un programme DDR, la situation s'est relativement améliorée au plan politique et de la sécurité. On estime que la sécurité est rétablie dans 80 % du pays grâce aux forces de la CEMAC et au déploiement rapide de l'armée et de la police dans les principales villes de province. Des petits groupes armés dissidents continuent cependant à perturber le transport de marchandises et les services dans certaines régions du pays, et la frontière avec la RDC reste fermée. Un processus de dialogue national a été engagé avec la participation de plus de 350 représentants des différents groupes de la société centrafricaine pour analyser la situation et proposer des solutions aux nombreux problèmes politiques, sociaux et économiques qui se posent dans le pays. Selon les commentaires recueillis, le débat est approfondi et ouvert. Les recommandations issues de ce dialogue seront soumises à la Commission nationale de transition pour prendre les mesures qui s'imposent. L'une des six questions générales considérées dans ce processus est « la sécurité nationale et le rôle de l'armée ». Les recommandations issues du processus devraient être prises en compte dans la lettre révisée de Politique de démobilisation soumise par le gouvernement et dans l'effort de réforme du secteur de la sécurité. La France mène les efforts d'assistance au gouvernement pour étudier et proposer un programme de réforme des forces armées, tandis que le PNUD continue d'aider le gouvernement à mettre sur pied un programme de démobilisation et de réinsertion pouvant être admis à bénéficier d'une aide au titre du MDRP. Il est proposé que le programme s'appuie sur les institutions en place et soit exécuté par le PNUD sous forme de projet spécial.

- **République du Congo.** En août 2003, le Haut Commissariat (HC) a préparé et présenté aux partenaires du MDRP une lettre de politique et un plan national de désarmement, de démobilisation et de réinsertion des anciens combattants. Le plan général, qui estime à plus de 41 000 le nombre d'anciens combattants qui recevront une assistance, est jugé excessif par de nombreux observateurs du programme et du pays. Des négociations sont en cours entre le gouvernement et le MDRP afin de trouver un moyen de réconcilier les estimations très divergentes et de répondre aux besoins de réintégration des groupes démobilisés de longue date. Un processus séparé de réforme du secteur de la sécurité est en cours mais il n'est qu'indirectement lié au plan national. L'organisme national d'orientation et de contrôle, la CONADER, s'est enfin réuni à la fin du trimestre juste avant la visite de la mission conjointe de supervision du MDRP. Le programme national de réintégration lancé avec le concours de la Banque mondiale indique avoir fourni une assistance à 6 150 anciens combattants, tandis qu'un programme PNUD/OIM récemment achevé a fourni un appui à la réinsertion de quelque 8 000 autres anciens combattants. Enfin, l'Union européenne a versé 731 000 euros à l'appui d'un programme d'intervention d'urgence exécuté par le PNUD pour assurer la

réinsertion de 1 000 anciens combattants dans la région du Pool. Ces activités n'avaient cependant pas encore démarré à la fin du trimestre et l'aide financière de l'Union européenne risque d'être compromise si les activités ne démarrent pas avant fin novembre.

- RDC. Après avoir été désigné pour coordonner les efforts DDR au niveau national, le ministre de la Défense nationale et de la démobilisation a formé en août un « comité technique de planification et de coordination » qui sera chargé de la planification et de la coordination pour la mise en place d'un programme national DDR, ainsi que de la coordination et du suivi des activités DDR d'urgence pendant la phase intérimaire. Ce comité sera présidé par le vice-ministre de la Démobilisation et des anciens combattants. Le PNUD, en tant qu'organisme chef de file du MDRP, assurera les fonctions de secrétariat du comité. Les activités d'appui technique au gouvernement pour l'élaboration d'un programme national se poursuivront en utilisant le mécanisme de coordination mis en place dans le cadre de la stratégie intérimaire.

Le décret n° 03/025 publié le 16 septembre 2003 stipule clairement que le ministère de la Défense sera chargé de toutes les questions de démobilisation des anciens combattants, des enfants-soldats et des groupes vulnérables qui ne seront pas incorporés dans la nouvelle armée ; le ministère des Affaires sociales sera responsable de toutes les questions de réinsertion ; et le ministère de la Solidarité et des affaires humanitaires travaillera en collaboration avec les deux autres ministères pour les questions de réinsertion.

La Banque mondiale a effectué une mission d'identification du 17 au 26 septembre 2003 pour jeter les bases d'une aide financière éventuelle de la Banque mondiale à un programme national DDR. La mission avait pour objectifs spécifiques : i) d'évaluer le stade de la préparation du programme national ; ii) d'examiner les priorités et les éventuels obstacles à la démobilisation et réinsertion des anciens combattants ; iii) d'identifier avec les ministères compétents les mesures à prendre pour élaborer et mettre en œuvre un programme national ; et iv) de préparer avec ces ministères un plan de travail pour les mois à venir. La mission de la Banque mondiale et le PNUD ont conjointement engagé des consultations avec le gouvernement sur le cadre institutionnel de l'action à mener, les contrôles fiduciaires et les besoins de gestion et d'exécution du programme.

- Ouganda. Une petite mission technique du MDRP s'est rendue en Ouganda en août pour examiner et évaluer les progrès accomplis par le gouvernement au niveau de la politique et de la planification en vue d'une aide éventuelle à la démobilisation et à la réinsertion, ainsi que le lien avec le processus d'examen des questions de défense actuellement en cours. Cet examen, qui est financé par DFID et est jugé essentiel pour identifier les problèmes stratégiques et définir les éléments à inclure dans un futur programme national, doit être achevé dans le courant du dernier trimestre 2003. La mission a également examiné avec la Commission ougandaise d'amnistie un éventuel projet spécial qui fournirait un appui à la démobilisation et à la réinsertion des forces irrégulières. Bien que le gouvernement ait réaffirmé son engagement envers un programme national de démobilisation et de réinsertion, deux problèmes particuliers empêchent de savoir à ce stade si un tel programme a des chances de voir le jour, et dans quels délais. D'une part, l'armée nationale continue à s'opposer aux rebelles de la Lords Resistance Army, et d'autre part, les conclusions préliminaires de l'examen des questions de défense n'indiquent pas clairement si le gouvernement aura un nombre conséquent de soldats à démobiliser. Néanmoins, en prévision d'un éventuel programme national, le gouvernement a formé un Comité d'orientation présidé

par le Cabinet du premier ministre afin de superviser les deux organismes nationaux d'exécution (le Conseil pour l'aide aux anciens combattants ougandais et la Commission d'amnistie) qui seront ultérieurement chargés de la démobilisation et de la réinsertion des forces régulières et irrégulières, respectivement.

II Projets spéciaux

5. À ce jour, 11 dossiers de projets spéciaux (8 en RDC et 1 chacun en Angola, au Burundi et en Ouganda) ont été ou sont actuellement traités par le Comité ad hoc local, le Secrétariat du MDRP et la Banque mondiale. Une mise à jour des projets spéciaux est présentée ci-après pour chaque pays. On trouvera en annexe 1 un résumé et l'état d'avancement de chaque projet spécial.

- Angola : Le PNUD et la Banque mondiale ont signé en août un accord de don pour un projet spécial de 4,3 millions de dollars à l'appui de la réinsertion des anciens combattants de l'UNITA démobilisés en Angola. Le PNUD a fourni une avance à la fin du mois d'août pour démarrer rapidement les activités et le premier décaissement du Fonds fiduciaire du MDRP au PNUD, d'un montant de 2,5 millions de dollars, a été autorisé à la fin du trimestre et effectué début octobre. Bien que l'accord n'ait pas été mis au point suffisamment à temps pour permettre l'achat de semences dans le cadre de la composante agriculture de subsistance pour la saison de plantation en cours, la FAO a modifié son programme régulier de distribution de semences aux groupes vulnérables pour répondre aux besoins de quelque 30 000 anciens combattants et de leurs familles. Les crédits budgétaires alloués au projet spécial seront ensuite utilisés pour la future saison de plantation (qui commence en janvier) et permettront de prendre en charge 50 000 bénéficiaires supplémentaires. Le PNUD a mobilisé son conseiller technique principal et prend les mesures nécessaires pour renforcer l'organisme d'exécution national, l'IRSEM, ainsi que pour lancer des activités de réinsertion économique dans quatre municipalités prioritaires de la région des hauts plateaux (*plano alto*). La formation et d'autres activités d'aide à la réinsertion doivent démarrer en novembre.
- Burundi : Un projet spécial présenté par l'UNICEF pour la démobilisation, la réinsertion sociale et la prévention du recrutement des enfants-soldats au Burundi a été approuvé après modifications par le Comité ad hoc local. L'UNICEF est en train d'intégrer ces modifications et la Banque mondiale a entamé le processus de validation et d'approbation finale à Washington.
- RDC : Save the Children/R-U et la Banque mondiale ont signé le 30 septembre 2003 un accord portant sur l'octroi d'un don de 2,5 millions de dollars pour un projet à l'appui de la réunification et de la réinsertion des enfants-soldats dans l'Est du pays. Trois autres accords de don doivent être conclus avec CARE, l'IFESH et le Comité international de secours avant fin octobre, et deux accords doivent également être signés avec le PNUD avant la fin du mois d'octobre (voir l'annexe 1 pour de plus amples détails). Une proposition soumise par la Croix-Rouge belge pour prendre des mesures en faveur des enfants-soldats a d'autre part été approuvée par le Comité ad hoc local. Enfin, l'UNICEF a soumis une proposition pour aider à élaborer le programme national, à coordonner les activités et à organiser l'effort national pour régler toutes les questions concernant les enfants-soldats.

- **Ouganda** : Le gouvernement a soumis une proposition de projet spécial pour le rapatriement, la réhabilitation, la réinstallation et la réinsertion des « Reporters » le 24 septembre 2003. Le projet proposé viendrait appuyer les travaux de la Commission d'amnistie centrés sur les forces irrégulières qui choisissent de se rendre en application de l'Acte d'amnistie. Le Secrétariat du MDRP a fourni des commentaires détaillés et des conseils à la Commission d'amnistie sur la version préliminaire de la proposition de projet spécial et le Gouvernement danois a fourni une assistance technique complémentaire notamment pour l'élaboration du plan de gestion financière du projet. Le Secrétariat du MDRP réunira le Comité ad hoc les 3 et 20 octobre à Kampala pour examiner la proposition.

III Activités régionales

Atelier de suivi et d'évaluation – Kibuye, Rwanda

6. Les représentants des programmes nationaux ont participé à un atelier de trois jours sur le système de suivi et d'évaluation et le système de gestion de l'information (SIG) des programmes de DDR à Kibuye, au Rwanda, du 10 au 13 août. Cet atelier avait un triple objectif : i) permettre au personnel des programmes nationaux de DDR de mieux comprendre les options offertes par le système de suivi et d'évaluation et le SIG pour la gestion du programme ; ii) améliorer la gestion des différentes composantes du programme ; et iii) améliorer les capacités de production, au niveau du MDRP, de données pertinentes en matière de suivi et d'évaluation. Les responsables administratifs et techniques des programmes nationaux ont participé à cette initiative. L'atelier a été organisé par l'Agence allemande de coopération technique (GTZ) avec l'appui du Secrétariat du MDRP. Les organisateurs de GTZ ont reçu l'assistance de spécialistes tchadiens et éthiopiens en matière de désarmement, de démobilisation et de réinsertion. GTZ prépare actuellement un rapport dont la version finale sera communiquée aux partenaires du MDRP.

IV Gestion du programme

Coordination du programme

7. Le Secrétariat et les partenaires du MDRP ont mis sur pied à la fin du trimestre une mission conjointe de supervision qui se déroulera du 27 septembre au 17 octobre. La mission visitera tous les pays bénéficiant du MDRP. L'objectif général de la mission est de procéder à une évaluation conjointe des progrès accomplis dans la préparation et l'exécution du programme, tout particulièrement au niveau des programmes nationaux et des projets spéciaux. Plus spécifiquement, au niveau de chaque pays, la mission a pour objectifs :

- (i) d'évaluer et de faire le point de l'état d'avancement des critères et des indicateurs du MDRP concernant : les avantages du programme, les risques et les mesures d'atténuation, les critères d'admissibilité et les principes directeurs, les résultats et les efforts supplémentaires tels que définis dans le document de stratégie du MDRP ; et
- (ii) d'élaborer pour chaque pays un rapport qui résume l'état d'avancement du programme et identifie les problèmes clés et les recommandations à soumettre au gouvernement.

L'aide-mémoire consolidé de la mission conjointe, ainsi que les rapports par pays, seront examinés et finalisés lors d'une réunion de synthèse à Nairobi. Ces documents constitueront une

importante base de référence pour la réunion des partenaires qui se tiendra à Kinshasa en novembre.

8. À la fin du trimestre, le Secrétariat du MDRP préparait également la troisième réunion semestrielle des partenaires qui doit se tenir à Kinshasa du 12 au 14 novembre 2003. Des informations complémentaires et l'ordre du jour préliminaire de la réunion ont été transmis séparément aux partenaires du MDRP pour information et commentaires.

9. Le site web du MDRP est devenu opérationnel au début du mois de juillet 2003. Le site sera régulièrement mis à jour et les liens et documents qui doivent en enrichir le contenu et faciliter la diffusion des leçons tirées de l'expérience dans les domaines du DDR seront intégrés à mesure qu'ils deviennent disponibles. À ce titre, les partenaires sont invités à faire part des publications, informations et liens pertinents.

Effectifs

10. Le processus de recrutement du nouveau directeur du MDRP s'est achevé dans le courant du trimestre et le candidat retenu (Mathurin Gbetibouo, l'actuel directeur de la Banque mondiale pour le Burundi) a accepté l'offre et doit prendre ses fonctions au sein de l'équipe fin novembre. Dans l'intervalle, il participera à la réunion de synthèse de la mission conjointe de supervision du MDRP à Nairobi et à la réunion des partenaires à Kinshasa.

Administration et dépenses du Fonds fiduciaire

11. Le montant total des contributions des partenaires au Fonds fiduciaire du MDRP s'élève à quelque 53,6 millions de dollars (voir l'annexe 2). Le revenu des placements ayant permis de dégager un montant supplémentaire de 1 057 000 dollars, le montant total estimatif du Fonds fiduciaire était de 54,6 millions de dollars à la fin du trimestre. Le montant total des décaissements effectués à la fin du trimestre est de 1 751 202 dollars pour les activités régionales, la gestion du programme et les frais administratifs. Le Fonds fiduciaire du MDRP a reçu 18,7 millions d'engagements pour le programme national du Rwanda et le projet spécial du PNUD en Angola, et 3,9 millions de dollars ont été décaissés pour les activités de ces deux programmes au début du mois d'octobre.

V Plan de travail pour le prochain trimestre

12. Durant les trois prochains mois (octobre à décembre 2003), les travaux du Secrétariat du MDRP et du Programme seront centrés sur les thèmes généraux suivants. On trouvera en annexe 3 un plan de travail plus détaillé pour le Secrétariat.

- *Programmes nationaux* : prendre les mesures nécessaires pour lancer le programme national en Angola et mettre au point l'accord de don du MDRP ; fournir un appui à l'évaluation du projet national au Burundi ; tirer les leçons de l'expérience en Ouganda ; appuyer le renforcement des activités de suivi et d'évaluation ainsi que les stratégies de réinsertion au Rwanda ; continuer de fournir un appui aux efforts déployés par l'agence chef de file ainsi que par les gouvernement de la RDC et de la République du Congo pour mettre au point un programme national dans ces pays ; et fournir un appui à l'élaboration

d'un programme national en RCA par l'intermédiaire du PNUD si le Comité consultatif/Comité du Fonds fiduciaire le juge acceptable.

- *Projets spéciaux* : s'assurer que les décaissements ont lieu en temps utile et que les activités démarrent en RDC ; finaliser les accords de don pour le PNUD en RDC et l'UNICEF au Burundi et en RDC, et appuyer le démarrage des activités ; superviser la mise en œuvre des activités en Angola ; et examiner la proposition soumise par la Commission ougandaise d'amnistie.
- *Gestion du programme* : mettre au point le rapport de la mission de supervision ; préparer et tenir la réunion des partenaires à Kinshasa ; et installer le nouveau directeur du programme à son poste.

Annexe 1 : État d'avancement des propositions de projet spécial (au 30 septembre 2003)

	<i>Organisme/pays d'où émane la proposition</i>	<i>Intitulé du projet</i>	<i>Examen du CAH*</i>	<i>Ressoumission de la proposition</i>	<i>Budget approuvé (USD)</i>	<i>État d'avancement général des accords juridiques</i>	<i>Décassement des fonds</i>	<i>État d'avancement des opérations</i>
RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO	1. Save the Children/R-U	Appui à la réunification et à la réinsertion des enfants-soldats en RDC	14 févr. 2003	Avril 2003	2 456 178	Accord de don signé par la Banque et Save the Children/R-U, envoyé au gouvernement pour contreseing		Une clause de paiement rétroactif de 10 % a été approuvée pour permettre d'entamer les activités.
	2. Comité international de secours	Évaluation de la situation et projets pilotes de démobilisation et de réinsertion des enfants-soldats dans les provinces Orientale, N. Katanga et Maniema	14 févr. 2003	Mars 2003	6 989 340	Accords de don signés par la Banque et envoyés aux bénéficiaires pour contreseing		Une clause de paiement rétroactif de 10 % a été approuvée, les préparatifs sont en cours.
	3. IFESH							
	4. CARE							
	5. PNUD	Redressement communautaire et réinsertion des anciens combattants dans l'Est du Congo	14 févr. 2003	Mai 2003	5 000 000	Accord de don en cours de négociation entre la Banque mondiale et le PNUD		Une clause de paiement rétroactif de 20 % a été approuvée pour permettre d'entamer les activités.
	6. PNUD	Mécanisme de réaction rapide	13 juin 2003	Juill. 2003	4 629 870	Accord de don basé sur l'accord de réinsertion communautaire élaboré et en cours d'approbation		Une clause de paiement rétroactif de 20 % a été approuvée pour permettre d'entamer les activités.
	7. Croix-Rouge belge	Renforcement des capacités et fourniture d'un appui au programme de prévention du recrutement, de démobilisation et de réinsertion des enfants associés aux forces armées	23 juill. 2003 ; 4 sept. 2003	Août 2003	2 157 754	Approuvé par le CAH, soumis à l'examen et à l'approbation de la Banque mondiale.		

MDRP – Rapport de situation – juillet à septembre 2003

	<i>Organisme/pays d'où émane la proposition</i>	<i>Intitulé du projet</i>	<i>Examen du CAH*</i>	<i>Ressoumission de la proposition</i>	<i>Budget approuvé (USD)</i>	<i>État d'avancement général des accords juridiques</i>	<i>Décaissement des fonds</i>	<i>État d'avancement des opérations</i>
	8. UNICEF	Programme de prévention du recrutement, de démobilisation et de réinsertion des enfants associés aux forces armées.	En cours			Mise au point de la proposition finale après approbation du CAH		
ANGOLA	9. PNUD (en partenariat avec l'OIT et la FAO)	Proposition conjointe de projet spécial à l'appui de la réinsertion des soldats démobilisés en Angola	7 mars 2003	Avril 2003	4 336 483	Accord de don signé	Fonds avancés par le PNUD, le MDTF a versé 2,5 millions de dollars au PNUD	Les activités de réinsertion économique, de renforcement des services homologues nationaux et de passation de marchés portant sur les intrants agricoles pour la prochaine saison ont démarré.
BURUNDI	10. UNICEF	Proposition de projet spécial à l'appui de la démobilisation, de la réinsertion et de la prévention du recrutement d'enfants-soldats	19 juin 2003	Août 2003	3 607 498	Recommandé pour approbation par le CAH sous réserve de modifications finales. Soumis à la Banque mondiale pour examens et autorisations initiaux	L'UNICEF a fait une avance de 500 000 dollars pour entamer les activités	Les principales activités préliminaires sont en cours et une clause de financement rétroactif sera incluse dans l'accord de don
OUGANDA	11. Commission d'amnistie	Rapatriement, réhabilitation et réinsertion des « Reporters » en Ouganda	En cours			Commentaires transmis par le Secrétariat du MDRP, à examiner par le CAH le 20 octobre		

*CAH = Comité ad hoc local

Annexe 2 : Fonds fiduciaire du MDRP (TF 50574)
Etat financier non vérifié*

Catégories d'entrées et de sorties	USD	
	au 30/09/03	au 30/06/03
1, Montants reçus à ce jour		
a. Contributions des bailleurs de fonds	52 563 574	53 332 025
- Allemagne	1 011 270	1 021 157
- Belgique	10 992 483	10 852 858
- Canada	3 300 175	3 405 995
- Communauté européenne	10 916 000	10 670 000
- Danemark	2 486 188	2 500 000
- France	2 078 600	2 020 000
- Italie	1 714 050	1 730 775
- Norvège	3 533 070	3 510 000
- Pays-Bas	10 352 188	10 371 240
- Royaume-Uni	5 000 000	5 000 000
- Suède	2 190 820	2 250 000
b. Revenu des placements **	1 057 020	369 532
Montant total reçu	53 620 594	53 701 557
2, Décaissements à ce jour		
a. Programme nationaux	0	0
b. Projets spéciaux	0	0
c. Activités régionales	260 385	234 263
d. Gestion du programme ***	1 169 368	1 071 547
e. Frais administratifs du Fonds fiduciaire **	321 449	307 353
Montant total des décaissements	1 751 202	1 613 163
3, Solde du Fonds fiduciaire	51 869 392	52 088 394

* au 30/09/03

** Revenu des placements et frais administratifs au 01/10/03

*** Comprend la participation du Secrétariat du MDRP à l'administration du programme général

Annexe 3 : Plan de travail du MDRP : octobre à décembre 2003

<i>Composantes</i>	<i>Actions prévues</i>	<i>Date butoir</i>	<i>Responsables</i>	<i>Commentaires</i>
A. Programmes nationaux				
1. RCA	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Présenter au Comité consultatif/Comité du Fonds fiduciaire les recommandations concernant la mise en œuvre du programme national dans le cadre d'un projet spécial ▪ Soutenir les efforts déployés par le gouvernement pour élaborer le programme national et la lettre de Politique de démobilisation 	Nov. 2003 Nov.–Déc. 2003	MDRP PNUD	
2. Burundi	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Appui à la mise en place du programme national ▪ Mission d'évaluation pour le programme national ▪ Finalisation du financement de l'IDA et du MDTF ▪ Appui au Plan conjoint d'opérations 	<i>En cours</i> Oct.–Nov. 2003 <i>Prochain trimestre</i> <i>En cours</i>	Partenaires du MDRP coordonnés par la Banque	Progrès dépendent de la situation en matière de sécurité et du processus de paix dans son ensemble
3. Ouganda	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Le gouvernement se prononce sur l'adoption des suggestions concernant l'examen des questions de défense ▪ Élaboration des politiques et des plans d'exécution ▪ Analyse des groupes visés ▪ Projet de lettre de Politique de démobilisation 	Déc. 2003 <i>Prochain trimestre</i> Déc. 2003→ <i>Prochain trimestre</i>	Gouvernement Gouvernement et MDRP Commission d'amnistie, Conseil pour l'appui aux anciens combattants ougandais Gouvernement	
4. Angola	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Finaliser accord de don ▪ Suivi de la passation des marchés de FMPU ▪ Mission de supervision 	Oct.–Nov. 2003 Nov. 2003	MDRP, Gouvernement MDRP MDRP	Faible priorité à ce stade Condition d'entrée en vigueur

<i>Composantes</i>	<i>Actions prévues</i>	<i>Date butoir</i>	<i>Responsables</i>	<i>Commentaires</i>
5. République du Congo	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Examiner le document préliminaire du programme national de DDR 	Oct.-Nov. 2003	Partenaires du MDRP/ Gouvernement, coordonnés par le MDRP/ PNUD	
6. RDC	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Identifier les domaines de l'assistance technique à fournir au gouvernement ▪ Recruter l'assistance technique ▪ Préparer et planifier le programme national de désarmement, de démobilisation et de réinsertion ▪ Mettre en œuvre un plan d'urgence en Ituri 	Nov. 2003 Déc. 2003 Nov. 2003→ Nov. 2003→	PNUD, MDRP, partenaires PNUD, MDRP Gouvernement avec l'appui du PNUD Gouvernement, PNUD, ONG, MONUC	
7. Rwanda	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Appui à l'établissement de liens entre la RDRC et la MONUC ▪ Participation au CCT ▪ Premier décaissement du MDTF ▪ Examen du système de suivi et d'évaluation ▪ Examen des stratégies de réinsertion 	En cours En cours Oct. 2003 Oct. 2003 Nov.-Déc. 2003	MDRP MDRP Banque mondiale RDRC et Banque mondiale RDRC et Banque mondiale	
B. Projets spéciaux				
8. Angola	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Décaissement des fonds au PNUD ▪ Lancement des activités de réinsertion économique ▪ Supervision de l'exécution 	Oct. 2003 Nov. 2003 Oct.-Nov. 2003	Banque mondiale PNUD/IRSEM Banque mondiale/MDRP	
9. Burundi	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Mise au point du programme de projet spécial ▪ Approbation et signature de l'accord de don 	Oct. 2003 Nov. 2003	UNICEF MDRP, Banque mondiale	
10. RDC-Save the Children/R-U	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Décaissement des fonds ▪ Supervision de l'exécution 	Oct. 2003 <i>En cours</i>	Banque mondiale MDRP	
11. RDC-Consortium ONG	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Signature de l'accord de dons ▪ Décaissement des fonds ▪ Supervision de l'exécution 	Oct. 2003 Nov. 2003 <i>En cours</i>	Banque/ONG/Gouv. Banque mondiale MDRP	
12. RDC-PNUD Réinsertion communautaire	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Finalisation et signature de l'accord de don ▪ Décaissement de la première tranche ▪ Supervision de l'exécution 	Oct. 2003 Nov. 2003 <i>En cours</i>	Banque/PNUD/Gouv. Banque mondiale MDRP	

<i>Composantes</i>	<i>Actions prévues</i>	<i>Date butoir</i>	<i>Responsables</i>	<i>Commentaires</i>
13. RDC-PNUD RRM	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Finalisation et signature de l'accord de don ▪ Décaissement de la première tranche ▪ Supervision de l'exécution 	Oct. 2003 Nov. 2003 <i>En cours</i>	Banque/PNUD/Gouv. Banque mondiale MDRP	
14. RDC-Croix-Rouge belge	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Approbation et signature de l'accord de don ▪ Décaissement des fonds 	Nov. 2003 Déc. 2003	Banque/MDRP/Croix-Rouge belge Banque mondiale	
15. Ouganda	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Examen de la proposition ▪ Modifications sur la base des commentaires du CAH ▪ Soumission du programme pour visa et approbation de la Banque 	Oct. 2003 Nov. 2003 Nov. 2003	CAH Commission d'amnistie Secrétariat du MDRP	Réunion d'examen du CAH prévue le 20 octobre
C. Activités régionales				
16. Sensibilisation transfrontalière RDC-Rwanda	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Poursuite de l'appui fourni à la stratégie conjointe de sensibilisation 	En cours	Gouv. Rwanda, Gouv. RDC, MONUC, Secrétariat du MDRP	
17. Réunion GCT	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Finaliser et distribuer le rapport sur l'atelier de suivi et d'évaluation aux partenaires ▪ Animer la réunion du GCT en prévision de la réunion de Kinshasa ▪ Identifier les meilleures possibilités d'échanges d'informations transfrontaliers et élaborer un plan pour les activités convenues 	Oct. 2003 Nov. 2003 Nov. 2003	MDRP, GTZ MDRP MDRP avec les partenaires	
D. Gestion du programme				
18. Fonds fiduciaire MDRP	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Nouvelles prises de contact avec nouveaux bailleurs de fonds en vue d'obtenir des contributions supplémentaires 	<i>En cours</i>	Secrétariat du MDRP	
19. Site web du MDRP	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Modifier/actualiser le site web si nécessaire 	En cours	Secrétariat du MDRP	Lancé le 11 juillet 2003

<i>Composantes</i>	<i>Actions prévues</i>	<i>Date butoir</i>	<i>Responsables</i>	<i>Commentaires</i>
20. Secrétariat MDRP	<ul style="list-style-type: none">▪ Finaliser le rapport de la mission conjointe de supervision et le rapport de synthèse▪ Préparation de la réunion des partenaires▪ Réunion des partenaires▪ Mise en place/orientation du nouveau directeur du programme	Oct. 2003 Oct.-Nov. 2003 12-14 Nov. 2003 Nov. 2003	Secrétariat MDRP et partenaires Secrétariat MDRP Banque mondiale/ Secrétariat MDRP	